



EX LI

HEMETHERII VAL
Episcopi L

CHAPITRE II

Des actes de baptême

Les anciens actes de baptême sont rédigés tantôt en latin, tantôt en langue vulgaire. Le latin domine avant le ^{xvii}^e siècle; il se maintient encore au ^{xviii}^e en Angleterre et dans quelques diocèses de France. Il persiste aujourd'hui en Pologne.

Les actes bien rédigés mentionnent : 1^o le jour, l'heure et le lieu de la naissance : ce n'est guère qu'après l'ordonnance royale de 1667 que nous trouvons régulièrement cette indication, qui constituait pourtant un des points capitaux de l'ordonnance de François I^{er}, rendue en 1539; 2^o le lieu et le jour du baptême; 3^o le sexe et les noms de baptême de l'enfant, mis dans le même ordre que les prénoms inscrits à l'état civil : si ces noms ne sont point les mêmes, il en est fait une mention spéciale; 4^o le nom du père et de la mère; l'indication de la profession du père apparaît à Saint-Eustache en 1558; à Saint-Germain-l'Auxerrois en 1578; à Saint-Sulpice, en 1632. Dans les villes de quelque importance, on note la rue où demeurent les parents. Dans les pays de religion mixte, surtout en Allemagne, on désigne la religion que professent les parents; 5^o le lieu où s'est accompli le mariage des parents; 6^o les noms du parrain ou de la marraine; 7^o le nom du ministre qui a conféré le baptême.

On ne constate la signature du curé qu'au milieu du ^{xviii}^e siècle, et, une trentaine d'années après, celle des parrains et des parents. Dans certaines contrées, à Lille notamment, les parrains ne commencent à signer que vers la moitié du ^{xviii}^e siècle. En Allemagne et en Italie, on remarque souvent la signature de la sage-femme. Quand les parrains ne savent pas signer, il en est fait mention dans la rédaction de l'acte.

Les déclarations de légitimité pouvant être fausses, un synode de Malines, en 1790, ordonna de présenter un extrait de l'acte de mariage des parents.

Dans quelques diocèses, d'après les règlements de l'autorité civile et de l'autorité ecclésiastique, les sages-femmes ne devaient pas assister les filles enceintes qui ne déclaraient pas le nom du père; quand l'enfant était né, le curé ne devait point le baptiser, sauf les cas d'urgence. On arrivait ainsi ordinairement à connaître le nom du père, lequel devait être inscrit sur les registres de baptême, et on croyait par là même avoir donné un protecteur presque officiel à l'enfant bâtarde. On devine tous les inconvénients de cette inquisition qui pouvait amener de fausses déclarations; aussi la plupart des théologiens disent qu'en ce cas, la mère n'est pas obligée et même ne doit pas révéler le nom du père, et que le prêtre ne doit pas l'inscrire sur ses registres (1).

Aujourd'hui on n'inscrit le nom du père d'un enfant illégitime que lorsqu'il a spontanément reconnu sa paternité devant le curé, verbalement ou par écrit.

Nous avons remarqué un certain nombre d'anciens registres où les actes des enfants illégitimes sont rejetés à la fin du cahier.

En ce qui concerne les enfants trouvés, d'anciens registres mentionnent le nom de la nourrice, celui de son mari, leur domicile et tous les indices qui pourraient plus tard aider à constater l'identité de l'enfant. C'est sans doute dans ce but qu'en Angleterre, tout enfant trouvé sur la voie publique porte comme nom patronymique celui de la rue dans laquelle il a été ramassé, et comme prénom celui du juge de paix du quartier.

Voici quelques spécimens d'anciens actes de baptême, de diverses dates et de divers pays.

1478. — *Filia Ludovici Bourgoing, que vocata fuit Magdalena; compater ejus dominus abbas hujus ecclesie; commatres Marguarita vidua defuncti Henrici Bigault et Symmona uxor Stephani Morunville, die martis xxii mensis decembris baptizata fuit.*

(Registre de La Madeleine de Châteaudun, cité par M. L. Merlet.)

1482. — *Le jeudi, xii de septembre audit an, fut batisée une fille qui fut donnée a ung nommé Estienne Bonnet qui pour lors estoit clerc de Maistre Fleurant Fournier, procureur de M. le comte de Dunois.*
(Même registre.)

(1) Gobat, t. II, n. 160, 163.

1522. — Alessandra Lucrezia e Romola di Pierfrancesco di Ruperto di Giovanni de' Ricci, nel popolo di santo Michele Bisdomini, nata il mercoledì 23 aprile 1522, a ore 18.

(H. Bayonne, *Vie de sainte Catherine de Ricci*, t. I, p. 5.)

1526. — 21 septembre 1526. Jacques, fils du sieur Robert et de dame Marie Thibaut. Parrain et marraine : Jean Drouan et Jeanne X. (nulle signature).

(Registre de la paroisse Saint-Jean-en-Grève.)

1527. — Antonius filius Francisci Regnault fuit baptizatus 23 mensis octobris anno 1527 (sans autre indication).

(Registre de la paroisse Saint-André-des-Arcs.)

1600. — xxvi janvier, a été baptisée Jacquette, fille de Jacques Savoure et de Martiale Turpin, sa femme. Son parrain, Jacques Remart; les marraines Jacquette et Louise Froucourt (aucune signature).

(Registre de Saint-Sulpice.)

1759. — L'an mil sept cens cinquante neuf, le vingt sept janvier a été baptisée Barbe Geneviève Félicité, née d'hier, fille de François Nicolas Lancret, architecte, neveu de Nicolas Lancret, peintre célèbre, et de Geneviève Marguerite Vinache, demeurants rue de la Calandre de cette paroisse. Le parain Guillaume Lamare, entrepreneur de couvertures, demeurant rue de Gaillon, paroisse Saint-Roch. La mareine Claude Barbe Vitri, veuve de Jean Joseph Vinache, sculpteur ordinaire du Roi, demeurante susdite rue de Saint-Roch, lesquels ont signé avec nous, le père présent.

(Registre de Saint-Germain-le-Vieil.)

Battesimo di Napoleone Bonaparte.

L'anno mille settecento settant' uno a vent' uno luglio, si sono adoperate le sacre cerimonie, e preci per me infrascritto economo sopra di Napoleone, filio nato di legitimo matrimonio del signor Carlo Bonaparte, del fu signor Giuseppe et della signora Maria Letizia, sua moglie, al quale gli fu data l'acqua in casa del molto Rev. Luciano Bonaparte, di licenza; e nato liquidindici agusto mille settecento set-

tanta nove, ed hanno assistito alle sacre cerimonie per padrino l'illustrissimo Lorenzo Giubega di Calvi, procuratore del Re, et per madrina la signora Maria Geltruda, moglie del signor Nicolo Paravicino, presente il padre quali unitamente a me si sono sottoscritte.

Givanni-Battista DIAMENTO, economo d'Ajaccio;
Lorenzo GIUBEGA; Geltruda PARAVICINA; Carlo
BUONAPARTE.

(Registre de 1771 de l'état civil d'Ajaccio.)

Au XVIII^e siècle, les édits du Roi et les prescriptions des évêques étaient mal observés en ce qui concernait les actes d'ondoiement. C'est Fleury qui nous l'apprend : « Dans les paroisses même de Paris, dit-il (1), on ne dresse point d'acte dans le temps que l'enfant est ondoyé par l'accoucheur ou autre personne; on fait seulement mention de l'ondoiement dans l'acte qui se fait lorsque les cérémonies du baptême sont suppléées. Cédéfaute d'acte qui constate l'ondoiement dans le temps même où il est fait, peut occasionner de grands inconvénients, surtout si l'on omettait ensuite de suppléer les cérémonies du baptême, puisqu'en ce cas il n'y aurait aucun acte propre à constater la naissance de l'enfant et l'ondoiement. »

Voici, comme spécimen d'acte de supplément des cérémonies, celui de Louis, Dauphin de France, et de Louis XV, duc d'Anjou (1712).

« Le huitième jour de mars mil-sept-cent-douze, les cérémonies du baptême ont été suppléées par Monseigneur l'évêque de Metz, premier aumônier du Roy, en présence de nous, curé de Versailles, à très haut et très puissant et excellent prince Monseigneur Louis, Dauphin de France, âgé de cinq ans, baptisé le huitième jour de janvier mil sept cent-sept. Le parrain a été très haut et puissant seigneur Monseigneur le comte de La Mothe Houdancourt, lieutenant général des armées du Roy et gouverneur de Bergue; la marraine, Madame la duchesse de Ventadour, gouvernante des enfants de France. Et a très haut et très puissant prince Monseigneur Louis, duc d'Anjou; le parrein haut et puissant seigneur Louis Marie de Prie, colonel d'un régiment de dragons; la marreine, Madame la duchesse de La Ferté, qui ont signé. »

(Registre de l'église Notre-Dame de Versailles, année 1712.)

(1) Institut. au droit eccl., l. I, ch. III.

Les registres protestants de baptême de Montauban nous montrent que d'abord on n'inscrivait que le prénom de l'enfant, la date de son baptême, les noms du père et du parrain ; on ajouta ensuite les noms de la mère et de la marraine ; plus tard, la date de la naissance de l'enfant ; enfin, au ^{xvii}^e siècle, le nom du pasteur qui avait baptisé l'enfant. Voici un exemple tiré de cette dernière catégorie : « Du 22 may 1607, un filz de M. Dominique Vacher, procureur, et de Dam^{lle} Abigail de Béraud, mariez, né le 18 avril ; Parr. M. M. Ambroise Coustaud, ministre de la parole de Dieu, et, en son absence, Parr. M. Pierre Béraud, ministre de la parole de Dieu ; Marr. Anne de Momin ; baptizé par M. Tenans, imposé nom Ambroise (1). »

(1) *Bullet. de l'hist. du Protestantisme français*, t. XXII, p. 571.

CHAPITRE III

Des extraits de Baptême

Tout le monde sait qu'on nomme ainsi la copie authentique d'un acte inscrit dans le registre des baptêmes, signée par le curé ou son vicaire et munie parfois du sceau de la paroisse. Quand les extraits doivent être envoyés dans un diocèse étranger où la signature de l'expéditionnaire est inconnue, on la fait ordinairement légaliser par l'évêque.

Les extraits de baptême ne sont pas seulement exigés pour la confirmation, la première communion, le mariage et l'ordination, mais aussi pour les canonisations ; à défaut de cet acte, on procède à une enquête : c'est ce qui eut lieu lors de la béatification de Jeanne-Françoise de Chantal dont on ne put jamais retrouver l'acte baptismal. Pour y suppléer, on interrogea un grand nombre de témoins, et l'évêque de Langres, par un certificat en date du 12 février 1710, déclara que tous les habitants de la ville de Dijon faisaient profession de la religion catholique et que les enfants y étaient baptisés.

Un certain nombre de sociétés charitables exigent, pour délivrer des secours, qu'on produise préalablement un certificat de baptême. C'est pour cette raison que le conseil municipal de Paris, dans sa séance du 4 mai 1876, a supprimé les subventions accordées jusque-là à la Société de charité maternelle et à l'Association des mères de famille. Le rapporteur, M. Thulié, a fait cette étonnante découverte que ces associations religieuses « battaient en brèche les institutions civiles du pays. »

Une déclaration du Roi, en 1736, défend aux curés, à peine de concussion, d'exiger ou de recevoir, sous quelque prétexte que ce soit, pour un extrait de baptême ou de mariage, plus de dix sols dans les villes où il y a un présidial, huit sols dans les autres villes et cinq sols dans les autres lieux.

En Espagne, le concile de Valence, tenu en 1590, prescrivit à chaque église l'usage d'un sceau pour sceller les extraits des registres de catholicité. Cette louable coutume qui, depuis la Révolution, était tombée en désuétude dans presque toutes les paroisses de France, commence à être remise en honneur.

LIVRE XVI

DES RELEVAILLES

La plupart des Synodes et des Rituels rangent la cérémonie des relevailles parmi les appendices du baptême. Nous ne ferons que les imiter en consacrant ici un livre spécial à la bénédiction des accouchées, connue sous le nom de *relevailles* ou *purification*.

D'après les institutions de Moïse, une femme, après être accouchée d'un garçon, gardait la maison pendant quarante jours, et pendant quatre-vingts jours, si elle avait eu une fille. Après ce laps de temps, elle devait se présenter au temple avec un agneau et un pigeon ou une tourterelle; deux pigeons ou deux tourterelles suffisaient lorsqu'elle était pauvre. Le prêtre immolait un de ces oiseaux dans un vase de terre, au-dessus d'une eau vive; il trempait l'autre oiseau dans le sang de celui qui venait d'être immolé, puis faisait sept aspersions sur la femme, la déclarant purifiée; il laissait ensuite l'oiseau s'envoler. Ce besoin de purification après les couches est admis par beaucoup de peuples, même par les idolâtres. Chez les Siamois, les femmes accouchées restent pendant un mois exposées à la chaleur d'un grand feu; chez les habitants du Pégu, elles demeurent étendues pendant cinq jours sur un gril de bambou, au-dessous duquel on entretient un feu modéré; chez les Tartares ostiakes, elles sont obligées de sauter par-dessus un grand feu qu'elles allument dans leur cabane. D'un autre côté, chez un grand nombre de peuples anciens et surtout chez les Aryens, la femme heureusement délivrée